

## **COMITÉ PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES**

**Vingt-huitième session**

### **FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**(Rapport final pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020)**



## **FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT**

### **(Rapport final pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020)**

#### **Contexte**

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020 relative aux dispositions et pratiques budgétaires<sup>1</sup>.
3. La Note d'orientation sur le Fonds de l'OIM pour le développement présente les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur son fonctionnement et son administration. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le site Internet du Fonds (<http://developmentfund.iom.int/>).
4. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les États Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit<sup>2</sup>.

#### **Administration du Fonds**

5. En 2020, le Fonds de l'OIM pour le développement disposait de 21 109 296 dollars É.-U. (y compris les dépenses administratives). Un montant de 1 429 339 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la première ligne, comprenant 1,4 million de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel (voir le document C/111/3), et 29 339 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première ligne. Un montant total de 19 679 957 dollars É.-U. était disponible pour des financements au titre de la deuxième ligne,

---

<sup>1</sup> La résolution n° 1390 du Conseil dispose, au paragraphe 13 de la section IV, que « le Directeur général est invité à allouer un montant d'un million quatre cent mille dollars des États-Unis, prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit) ». Au paragraphe 14 de la section IV, il est précisé que « Le Directeur général est invité, en outre, à allouer 13,6 millions de dollars É.-U., prélevés sur les revenus de soutien opérationnel, au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit) », tandis qu'au paragraphe 15 de la même section il est stipulé que « le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement (à l'exclusion des contributions volontaires directes) ne peut dépasser le total des revenus divers (contributions sans affectation spéciale et intérêts créditeurs) ». Le paragraphe 15 de la même section stipule que « Le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement au titre de la première et de la deuxième ligne de crédit (à l'exclusion des contributions volontaires directes) s'élève à 15 millions de dollars É.-U. ».

<sup>2</sup> La résolution du CPPF n°18 du 27 juin 2018 dispose, au paragraphe 17 a) de la section IV, que « l'accès au financement par la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des États Membres au plan de leurs contributions assignées, et ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un État Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année après que le Conseil a été informé du non-respect, par l'État Membre intéressé, de ses obligations financières dans une mesure justifiant la perte du droit de vote, pour autant qu'à ce moment-là, l'État Membre en question soit encore redevable d'arriérés dans la mesure visée. Cette expression ne désigne pas un État Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'État Membre.

comprenant 18 120 059 dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel ; 411 782 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la deuxième ligne ; 39 600 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de l'Autriche, 568 182 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de la Belgique, et 538 851 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de la Suède (ces crédits ont tous été alloués par l'intermédiaire du Comité de l'affectation des ressources pour la migration (MIRAC)) ; et 1 483 dollars É.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

6. Conformément à la tendance observée ces dernières années, les demandes de financement de projets ont augmenté en 2020, principalement en raison des besoins accusés des États Membres remplissant les conditions requises en matière de financements de démarrage pour relever divers défis relatifs à la gestion des migrations. Les crédits disponibles ont permis au Fonds d'approuver des projets visant à renforcer les capacités dans les domaines suivants : développement communautaire et économique ; stabilisation communautaire ; lutte contre la traite ; réduction des risques de catastrophe ; intégration et cohésion sociale ; migration de main-d'œuvre ; migration et développement ; migration et santé ; gestion de l'immigration et des frontières ; migration, environnement et changement climatique ; politique migratoire ; recherche sur la migration ; transfert des connaissances et des ressources des migrants ; et retour et réintégration. Tous les projets approuvés étaient conformes aux objectifs/principes pertinents énoncés dans le Cadre de gouvernance des migrations de l'OIM, la Vision stratégique de l'OIM, la Stratégie de l'OIM en matière de migration et de développement durable et les objectifs de développement durable. Le Fonds reste un moyen essentiel de promouvoir des politiques et programmes de migration et de développement durable. Par une nouvelle note d'orientation<sup>3</sup> qui encourage l'intégration de la Stratégie en matière de migration et de développement durable dans tous les projets qu'il soutient, le Fonds de l'OIM pour le développement vise à aider les gouvernements à faire en sorte que ces projets débouchent sur les meilleurs résultats possibles en matière de développement au regard des principales prestations de la Stratégie et à faire connaître effectivement leurs incidences sur le développement durable.

7. Au total, 75 projets bénéficiant à 124 États Membres remplissant les conditions requises ont été financés en 2020 par le Fonds de l'OIM pour le développement. Comme par le passé, la distribution des fonds alloués à chaque région était étroitement calquée sur la représentation des États Membres de ces régions qui remplissaient les conditions requises. En Afrique, le Fonds de l'OIM pour le développement a financé 26 initiatives à hauteur de 6 900 000 dollars É.-U., en faveur de 24 États Membres remplissant les conditions requises. Au Moyen-Orient, une initiative profitant à un État Membre remplissant les conditions requises a été financée à hauteur de 300 000 dollars É.-U.. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 4 184 957 dollars É.-U. ont été alloués à 16 initiatives, en faveur de 21 États Membres remplissant les conditions requises. En Asie et en Océanie, 22 initiatives en faveur de 22 États Membres ont été financées à hauteur de 5 980 339 dollars É.-U.. En Europe, 2 200 000 dollars É.-U. ont été alloués à huit projets, au profit de huit États Membres remplissant les conditions requises. Deux projets multirégionaux ont été approuvés pour un montant de 800 000 dollars É.-U. en faveur d'États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un financement au titre de la deuxième ligne de crédit.

8. Les allocations financières par rapport aux fonds disponibles étaient conformes aux prévisions, puisque la totalité des fonds avaient été alloués à la fin de 2020. Tous les projets ont été élaborés dans le système PRIMA d'information et de gestion des projets selon une approche fondée sur les droits et intégrant la problématique femmes-hommes. Au 31 décembre 2020, 232 projets actifs étaient administrés par le Fonds. Un projet, financé par une allocation de 2019 et intitulé Renforcement de l'intégration des migrants et la cohésion sociale par des activités socioculturelles et des dialogues communautaires en Afrique du Sud, au Botswana et au Zimbabwe, a fourni un financement de démarrage (300 000 dollars É.-U.) et a permis de mettre en œuvre à titre expérimental une

<sup>3</sup> Disponible à l'adresse [https://developmentfund.iom.int/sites/devfund/files/EN\\_IDF%20MSD%20Guidance%20Note.pdf](https://developmentfund.iom.int/sites/devfund/files/EN_IDF%20MSD%20Guidance%20Note.pdf).

proposition<sup>4</sup> retenue par le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour la migration. Un autre projet approuvé par le Fonds et mis en œuvre à Djibouti en 2018, qui concernait la conception de « fab labs » high-tech destinés à former des migrants de retour et des migrants potentiels dans des domaines de pointe, a été élaboré et approuvé pour la Turquie (Gaziantep) en 2020.

9. Le Fonds de l'OIM pour le développement a élaboré la Stratégie de relations publiques et de collecte de fonds 2020-2025 et un plan d'action, qui joueront un rôle clé dans ses activités de visibilité et de levée de fonds. Il a aussi conçu – et distribué à tout le personnel – une présentation de lignes directrices relatives à la visibilité sur la sélection des contenus à des fins de dissémination par les médias sociaux, le Bulletin du Fonds et ses notes d'information.

#### **Personnel d'appui au Fonds de l'OIM pour le développement**

10. L'administrateur auxiliaire à temps partiel qui avait été initialement financé par le Gouvernement du Japon a continué de travailler à temps partiel au sein de l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement pendant toute la durée de 2020 (son poste était financé pour moitié par le Fonds et pour moitié par la Division de la gestion de l'immigration et des frontières). Le Fonds a étudié la possibilité d'obtenir un soutien d'autres donateurs pour un autre administrateur auxiliaire selon le même modèle, afin que l'intéressé puisse acquérir une expérience du Fonds et d'une division thématique.

#### **Initiatives de sensibilisation et de collecte de fonds**

11. Deux campagnes de sensibilisation et de collecte de fonds ont été menées : « Regarder l'avenir, servir » et « Faisons ce qu'il faut ». Elles recourent à des techniques de narration innovantes (y compris des vidéos à 360°), aux médias sociaux et à des manifestations hors ligne pour accroître la visibilité et contribuer aux appels de fonds, dans le but de mettre en œuvre d'autres projets du même genre ailleurs dans le monde. Si, à ce jour, les fonds recueillis en ligne sont limités, les deux campagnes ont néanmoins réussi à faire connaître les questions qu'elles abordent, ainsi que l'OIM et le Fonds. Bien que l'organisation de manifestations publiques ait été suspendue au début de 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, la campagne « Regarder l'avenir, servir » a néanmoins touché 2,4 millions de personnes sur les médias sociaux, parmi lesquelles plus de 15 000 ont cherché à accéder à plus d'informations, et plus de 10 000 se sont rendues sur la page Faites un don. Plusieurs États Membres se sont déclarés disposés à reproduire le projet de mobilisation de la diaspora présenté lors de la campagne (Madagascar) ; des projets au Guyana et à Maurice ont été approuvés par la suite.

#### **Examen de pratiques exemplaires**

12. Le Fonds de l'OIM pour le développement a procédé à trois examens en 2020, qui concernaient les projets de lutte contre la traite et de protection/assistance à l'intention des migrants vulnérables menés entre 2015 et 2019 ; les projets de régularisation de migrants<sup>5</sup> menés entre 2001 et 2019 ; et les initiatives innovantes menées entre 2014 et 2019. Ces examens visaient à repérer les projets couronnés de succès et à dégager des pratiques exemplaires, ainsi que les difficultés et les tendances à prendre en considération lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets futurs. Les résumés d'une page des projets de lutte contre la traite et de protection/assistance à l'intention des migrants vulnérables et des projets de régularisation de migrants sont reproduits aux annexes V et VI respectivement. L'examen des initiatives innovantes avait été publié sous la forme d'une brochure destinée à servir de ressource et de référence pour les bureaux de l'OIM cherchant à innover. La

<sup>4</sup> Intitulée “United Nations Pilot Project for Strengthening Migrant Integration and Social Cohesion through Stakeholders' Engagement, Socioeconomic Activities and Countering Anti-migrant Narratives in South Africa”.

<sup>5</sup> Tout processus ou programme par lequel les autorités d'un État autorisent des non-nationaux en situation irrégulière à rester légalement dans le pays en leur octroyant un statut régulier.

brochure, qui rassemble plus de 60 projets jugés novateurs en raison de leurs composantes particulières, vise à stimuler le partage d'expériences en matière de mise en œuvre de projets entre régions et domaines thématiques, et à renforcer l'innovation dans les projets du Fonds de l'OIM pour le développement et dans l'ensemble de l'Organisation. Ces projets avaient été choisis selon des critères d'innovation, définis par les catégories indiquées dans l'index (par exemple, participation de la communauté, technologies/données, infrastructure, médias). Les trois examens sont affichés sur le site Web du Fonds de l'OIM pour le développement

### **Évaluations a posteriori**

13. Le Fonds de l'OIM pour le développement est déterminé à évaluer a posteriori tous les projets achevés, et a alloué 60 000 dollars É.-U. à cet effet en 2020. Toutes les évaluations réalisées en 2020 ont été passées en revue, rassemblées et résumées. Les principales constatations et recommandations ont été réunies dans un rapport intitulé Report on the IOM Development Fund 2020 Ex-post Evaluations, qui a été communiqué aux concepteurs et aux administrateurs de projet, aux fonctionnaires chargés du suivi et de l'évaluation et au personnel des bureaux régionaux associé à l'examen des rapports et des nouvelles propositions de projet. Le texte intégral de ce rapport peut être consulté sur le site Internet du Fonds de l'OIM pour le développement, et ses principales recommandations sont reproduites à l'annexe VII.

### **Suivi donné à l'évaluation du Fonds**

14. En application de l'amendement apporté aux paragraphes 17 b) et c) de la résolution n° 18 du CPPF du 27 juin 2018, les allocations 2020 pour les projets du Fonds ont été augmentées comme suit :

- a) Le plafond de financement des projets nationaux au titre de la deuxième ligne de crédit était de 300 000 dollars É.-U. ;
- b) Le plafond de financement des projets régionaux au titre la deuxième ligne de crédit était de 400 000 dollars É.-U..

**États Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020**

15. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

- Annexe I : Première ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2020
- Annexe II : Deuxième ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2020
- Annexe III : Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement – Projets approuvés pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020
- Annexe IV : Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020
- Annexe V : Résumé d'une page des projets de lutte contre la traite et de protection/assistance à l'intention des migrants vulnérables
- Annexe VI : Résumé d'une page des projets de régularisation de migrants
- Annexe VII : Recommandations issues du Rapport sur les évaluations a posteriori réalisées par le Fonds de l'OIM pour le développement en 2020



### Annex I

**Line 1: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,  
by region, as at 31 December 2020**  
(total: 124)

<b>Africa</b> 52 Members(42%)	<b>Africa (continued)</b>	<b>Asia and Oceania</b> 33 Members(27%)
Algeria	Uganda	Afghanistan
Angola	United Republic of Tanzania	Bangladesh
Benin	Zambia	Cambodia
Botswana	Zimbabwe	China
Burkina Faso		Fiji
Burundi		India
Cabo Verde		Iran (Islamic Republic of)
Cameroon		Kazakhstan
Central African Republic		Kiribati
Chad		Kyrgyzstan
Comoros		Lao People's Democratic Republic
Congo		Maldives
Côte d'Ivoire		Marshall Islands
Democratic Republic of the Congo		Micronesia (Federated States of)
Djibouti		Mongolia
Egypt	Argentina	Myanmar
Eritrea	Belize	Nauru
Eswatini	Bolivia (Plurinational State of)	Nepal
Ethiopia	Brazil	Pakistan
Gabon	Colombia	Papua New Guinea
Gambia	Costa Rica	Philippines
Ghana	Cuba	Samoa
Guinea	Dominica	Solomon Islands
Guinea-Bissau	Dominican Republic	Sri Lanka
Kenya	Ecuador	Tajikistan
Lesotho	El Salvador	Thailand
Liberia	Grenada	Timor-Leste
Libya	Guatemala	Tonga
Madagascar	Guyana	Turkmenistan
Malawi	Haiti	Tuvalu
Mali	Honduras	Uzbekistan
Mauritania	Jamaica	Vanuatu
Mauritius	Mexico	Viet Nam
Morocco	Nicaragua	
Mozambique	Paraguay	<b>Europe</b>
Namibia	Peru	12 Members(10%)
Niger	Saint Lucia	Albania
Nigeria	Saint Vincent and the Grenadines	Armenia
Rwanda	Suriname	Azerbaijan
Sao Tome and Principe	Venezuela (Bolivarian Republic of)	Belarus
Senegal		Bosnia and Herzegovina
Sierra Leone		Georgia
Somalia		Montenegro
South Africa		North Macedonia
South Sudan		Republic of Moldova
Sudan		Serbia
Togo		Turkey
Tunisia		Ukraine



## Annex II

### Line 2: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund, by region, as at 31 December 2020 (total: 98)

<b>Africa</b> 36 Members (37%)	<b>Middle East</b> 1 Member (1%)	
Algeria	Jordan	<b>Asia and Oceania (continued)</b>
Benin		Pakistan
Botswana		Philippines
Burkina Faso	<b>Latin America and the Caribbean</b>	Samoa
Cabo Verde	21 Members (21%)	Solomon Islands
Central African Republic	Argentina	Sri Lanka
Chad	Belize	Tajikistan
Congo	Bolivia (Plurinational State of)	Thailand
Côte d'Ivoire	Brazil	Tonga
Democratic Republic of the Congo	Colombia	Turkmenistan
Djibouti	Costa Rica	Uzbekistan
Egypt	Cuba	Vanuatu
Eswatini	Dominica	Viet Nam
Ethiopia	Dominican Republic	
Ghana	Ecuador	<b>Europe</b>
Kenya	El Salvador	12 Members (12%)
Lesotho	Guatemala	Albania
Libya	Guyana	Armenia
Madagascar	Haiti	Azerbaijan
Mali	Honduras	Belarus
Mauritania	Jamaica	Bosnia and Herzegovina
Mauritius	Mexico	Georgia
Morocco	Nicaragua	Montenegro
Mozambique	Paraguay	North Macedonia
Namibia	Peru	Republic of Moldova
Niger	Saint Lucia	Serbia
Nigeria		Turkey
Rwanda	<b>Asia and Oceania</b>	Ukraine
Sierra Leone	28 Members (29%)	
Somalia	Afghanistan	
South Africa	Bangladesh	
Togo	Cambodia	
Tunisia	China	
Uganda	Fiji	
United Republic of Tanzania	India	
Zimbabwe	Kazakhstan	
	Kiribati	
	Kyrgyzstan	
	Lao People's Democratic Republic	
	Maldives	
	Marshall Islands	
	Micronesia (Federated States of)	
	Mongolia	
	Myanmar	
	Nepal	

Note: The Line 2 listing of eligible Member States (and budget for each region) is updated each year up to the cut-off date of 30 June to take into account the payment of outstanding contributions. Malawi is not included in the above list because it paid its outstanding assessed contributions, and therefore became eligible for Line 2 funding, after the cut-off date.



### Annex III

#### **Line 1 and Line 2: IOM Development Fund regional distribution chart – Approved projects from 1 January to 31 December 2020**

<b>REGION: AFRICA</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
IOM Egypt	Migration Research Unit (MRU): Enhancing Capacities in Migration Research and Policy Development in Egypt – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Eritrea	Facilitating Eritrean Diaspora Engagement in National Development – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	100 000
IOM Gabon	Building the Capacity of the Government of Gabon towards the Establishment of a National Observatory on Migration – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Gambia	Building Evidence and Enhancing Capacity to Formulate Policy Responses on Environmental Migration in The Gambia – IOM Strategy: activities 3, 4 and 6	100 000
IOM Lesotho	Lesotho Migration Profile: Supporting Evidence-based Migration-related Policymaking and Planning in Lesotho (Phase I) – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Lesotho (Lesotho and Mauritius)	Research: Mainstreaming Environmental Dimensions into (Re)Integration Support to Reduce the Impacts of Climate Change on Migration in Lesotho and Mauritius – IOM Strategy: activities 3 and 4	100 000
<b>Africa Line 1 allocations to date</b>		<b>600 000</b>
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>579 742</b>
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		<b>103%</b>
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>43%</b>

<b>Line 2</b>		
IOM Botswana	Building the Capacity of the Government of Botswana to Strengthen Linkages and Collaboration with the Batswana Diaspora – IOM Strategy: activities 3 and 8	300 000
IOM Chad	Chad Migration Profile: Enhanced Data to Inform Decision-making – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Côte d'Ivoire	Supporting the Development of a National Migration Policy in Côte d'Ivoire – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Eswatini	Strengthening the Government of Eswatini's Capacity to Engage the Diaspora for Social and Economic Development – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	300 000
IOM Madagascar	Mainstreaming Migration into Sustainable and Inclusive Urban Development in Antananarivo, Madagascar – IOM Strategy: activities 4 and 8	300 000
IOM Malawi	Enhancing Knowledge to Inform Responses to Migrant Smuggling and Irregular Migration in Malawi – IOM Strategy: activity 3	300 000

**Annex III (continued)**

<b>REGION: AFRICA (continued)</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 2 (continued)</b>		
IOM Malawi (Malawi, Mozambique and Zimbabwe)	Assessing COVID-19's Impact on Mixed Migration Flows: Trafficking in Persons, Smuggling of Migrants and Related Protection Risks in Malawi, Mozambique and Zimbabwe – IOM Strategy: activities 3 and 6	400 000
IOM Mali	Enhancing the Capacity of the Government of Mali to Monitor Migration and Ensure Security at Borders – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Mauritania	Strategic Engagement of the Mauritanian Diaspora for the Socioeconomic Development of Mauritania – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	300 000
IOM Mauritius	Pilot Youth Diaspora Volunteering Project – Mauritius – IOM Strategy: activities 4 and 8	300 000
IOM Morocco	Empowering Circular Migrant Women Workers in Morocco – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
IOM Mozambique (Malawi, Mozambique)	Strengthening Interventions at Points of Entry (POE) and Integrated/Coordinated Border Management Approaches in Response to COVID-19 in Malawi and Mozambique – IOM Strategy: activities 2 and 3	400 000
IOM Niger	Towards Mainstreaming the Migration, Environment and Climate Change Nexus in Policies in Niger – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Rwanda	Strengthening Border Management and Border Security in Rwanda through the Implementation of Advanced Passenger Information (API)/Passenger Name Records (PNR) – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Somalia	Enhancing Diaspora Engagement and its Contribution to the National Development Plan in Somalia – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	300 000
IOM Togo	Strengthening the Capacity of the Government of Togo to Maximize the Development Potential of the Diaspora – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Uganda	Uganda: Contribute to the Development of a National Labour Migration Policy and Review of Existing Bilateral Labour Migration Agreements (BLMAs) – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
IOM Uganda (Kenya, Somalia, Uganda)	Enhancing Capacities on Labour Migration Data Collection, Analysis and Sharing to Support Labour Migration Governance in the East and Horn of Africa Region – IOM Strategy: activity 12	400 000
IOM United Republic of Tanzania	Capacity-building in Disaster Risk Reduction in the United Republic of Tanzania – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Zimbabwe	Strengthening Capacities for Labour Mobility Governance in Zimbabwe – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
<b>Africa Line 2 allocations to date</b>		<b>6 300 000</b>
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>6 728 434</b>
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		<b>94%</b>
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>35%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: AFRICA (continued)</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Lines 1 and 2</b>		
	<b>Africa regional allocations</b>	<b>6 900 000</b>
	<b>Africa regional available funding</b>	<b>7 308 176</b>
	<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>	<b>94%</b>

<b>REGION: MIDDLE EAST</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
	<b>Middle East Line 1 allocations</b>	<b>0</b>
Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>13 803</b>
Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding		<b>0%</b>

<b>Line 2</b>		
<b>IOM Jordan</b>	Facilitating Admission and Promotion Processes for the Ministry of Foreign Affairs and Expatriates of Jordan – IOM Strategy: activities 4 and 8	<b>300 000</b>
	<b>Middle East Line 2 allocations</b>	<b>300 000</b>
Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>181 850</b>
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding		<b>165%</b>
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>2%</b>

<b>Lines 1 and 2</b>		
	<b>Middle East regional allocations</b>	<b>300 000</b>
	<b>Middle East regional available funding</b>	<b>195 653</b>
	<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>	<b>153%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 1</b>		
IOM Bolivia (Plurinational State of)	Strengthening the Capacity of the Bolivian Government to Effectively Address Trafficking in Persons and Smuggling of Migrants – IOM Strategy: activity 11	100 000
IOM Regional Office in Buenos Aires (Argentina, Bolivia (Plurinational State of), Brazil, Colombia, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru, Suriname, Venezuela (Bolivarian Republic of))	Open South America – IOM Strategy: activities 3 and 7	100 000
IOM Regional Office in San José, Costa Rica (Belize, Costa Rica, Dominican Republic, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico and Nicaragua)	Virtual Platform to Coordinate the Implementation of Migration Action (VIPCIMA) in Mesoamerica and the Dominican Republic – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
<b>Latin America and the Caribbean Line 1 allocations</b>		<b>300 000</b>
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>276 068</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		<b>109%</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>22%</b>
<b>Line 2</b>		
IOM Brazil	Strengthening the Capacity of the Justice System to Prevent and Prosecute Human Trafficking and Related Crimes in Brazil – IOM Strategy: activity 11	300 000
IOM Colombia	Strengthening Migration Governance Mechanisms in Colombia to Support Migrant Returnees – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Dominica	Enhancing Dominica's Border Management Capacity – IOM Strategy: activities 3, 5 and 6	300 000
IOM Dominican Republic	Protection of Women in the Migration Context in the Dominican Republic – IOM Strategy: activities 3 and 11	300 000
IOM Ecuador	Piloting Virtual Tools and an Innovative Model to Support Entrepreneurship for the Inclusion of Migrants in Vulnerable Situations in Ecuador – IOM Strategy: activities 4 and 8	300 000
IOM Guatemala	Strengthening the Capacity of Guatemala's Consular Network and the General Directorate of Consular and Migratory Affairs – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	300 000
IOM Guyana	Enabling and Engaging Diaspora Youth in the Development of Guyana – IOM Strategy: activities 4 and 8	184 957

**Annex III (continued)**

<b>REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN (continued)</b>		
<b>IOM Office (benefiting Members and <i>non-members</i>)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 2 (continued)</b>		
IOM Haiti	Pilot Project to Address Environmental Degradation in Haiti – IOM Strategy: activities 4 and 5	300 000
IOM Jamaica	Strengthening Jamaica's Disaster Risk Management and Preparedness Capacity – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Mexico	Establishment of a Regional Migration and Health Capacity-building Centre in Mexico – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Paraguay	Development of New Tools and Initiatives to Facilitate Migrant Return and Reintegration in Paraguay – IOM Strategy: activities 4 and 10	300 000
IOM Peru	Strengthening the Development and Implementation of the Action Plan to Prevent and Address Forced Migration due to the Impacts of Climate Change in Peru – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Regional Office in Buenos Aires (Bolivia (Plurinational State of), Brazil, Colombia, Ecuador, Paraguay, Peru)	Empowering the South American Diaspora as Agents for Sustainable Development – IOM Strategy: activities 4 and 10	400 000
<b>Latin America and the Caribbean Line 2 allocations</b>		<b>3 884 957</b>
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>3 818 841</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding		<b>102%</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>21%</b>
<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Latin America and the Caribbean regional allocations</b>		<b>4 184 957</b>
<b>Latin America and the Caribbean regional available funding</b>		<b>4 094 909</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>102%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: ASIA AND OCEANIA</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 1</b>		
IOM Marshall Islands	Republic of the Marshall Islands: Piloting a Women-led Domestic Tourism Programme for Increased Self-reliance and Livelihood Diversification – IOM Strategy: activity 3	80 339
IOM Timor-Leste	Addressing Environmental Migration Resulting from Coastal Change in Timor-Leste – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Turkmenistan	Building National Capacity to Collect, Analyse and Use Migration Statistics for the National Development Plans in Turkmenistan – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Tuvalu	Supporting the Development of a Labour Mobility Reintegration Strategy in Tuvalu – IOM Strategy: activities 3 and 12	100 000
<b>Asia and Oceania Line 1 allocations</b>		<b>380 339</b>
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>372 692</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		<b>102%</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>28%</b>
<b>Line 2</b>		
IOM Bangladesh	Building Social Cohesion in Host Communities in Cox's Bazar through Skills Development – IOM Strategy: activities 3 and 8	300 000
IOM Cambodia	Improving Access to Health-care Services on Key Infectious Diseases Affecting Migrant and Mobile Populations in Cambodia – IOM Strategy: activities 3 and 5	300 000
IOM Cambodia (Cambodia and Viet Nam)	Supporting Evidence-based Policies and Programmes in the Context of Cross-border Mobility in Cambodia and Viet Nam – IOM Strategy: activities 3 and 6	400 000
IOM China	Leveraging Digital Technology to Strengthen the Identification of Victims of Trafficking (VoTs) in Hong Kong Special Administrative Region of China (Hong Kong SAR, China) – IOM Strategy: activities 3 and 11	300 000
IOM Fiji	Strengthening Fiji's Border Management Capacity – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Fiji (Fiji, Tonga, Vanuatu)	Migrant Assistance and Protection in the Pacific – IOM Strategy: activities 2, 3 and 11	400 000
IOM India	Strengthening Data-informed and Migrant-centred Migration Management Frameworks in India – IOM Strategy: activities 6 and 12	300 000
IOM Kazakhstan	Kazakhstan: Enhancing Migration Management and Labour Mobility Governance – IOM Strategy: activities 3, 4, 6, 8 and 12	300 000
IOM Kyrgyzstan	Kyrgyzstan: Leveraging Diaspora Funding for Climate Action – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	300 000
IOM Maldives	Maldives: Strengthening Government Capacity to Develop an Integrated Approach to Migration Governance – IOM Strategy: activities 3, 6 and 12	300 000

**Annex III (continued)**

<b>REGION: ASIA AND OCEANIA</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
IOM Nepal	Mapping of Migrant Vulnerabilities and Support Services in Nepal – IOM Strategy: activities 3 and 11	300 000
IOM Pakistan	Engaging the Diaspora in Strengthening the Health Sector in Pakistan – IOM Strategy: activity 4	300 000
IOM Philippines	Climate Change Adaptation and Community Resilience in the Philippines (CARP) – IOM Strategy: activities 3 and 4	300 000
IOM Solomon Islands	Enhancing the Response to Gender-based Violence (GBV) and Trafficking in Persons in the Solomon Islands – IOM Strategies: activities 3 and 11	300 000
IOM Sri Lanka	Sri Lanka: Understanding Migration, Environmental Degradation and Climate Change – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Tajikistan	Returned Tajik Migrants: Promoting a Multi-stakeholder Response to Mental Health and Disability Issues – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Thailand	Strengthening Identification and Referral of Victims of Trafficking in Thailand – IOM Strategy: activity 11	300 000
IOM Viet Nam	Supporting the Government of Viet Nam in Strengthening Public Health Emergency Preparedness and Response for Vietnamese Migrants Abroad and Potential Migrants – IOM Strategy: activity 3	300 000
<b>Asia and Oceania Line 2 allocations</b>		<b>5 600 000</b>
Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>5 273 637</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding		<b>106%</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>31%</b>

<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Asia and Oceania regional allocations</b>	<b>5 980 339</b>	
<b>Asia and Oceania regional available funding</b>		<b>5 646 329</b>
<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>		<b>106%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: EUROPE</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 1</b>		
IOM Ukraine	Consciously Made in Ukraine (SVIDOMO MADE) – IOM Strategy: activities 11 and 12	100 000
	<b>Europe Line 1 allocations</b>	<b>100 000</b>
	Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)	138 034
	Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding	72%
	Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding	7%
<b>Line 2</b>		
IOM Albania	Strengthening the Labour Migration Framework in Albania – IOM Strategy: activity 12	300 000
IOM Azerbaijan	Supporting the Establishment of a Regional Training Centre on Migration in Azerbaijan – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Belarus	Maximizing the Impact of Migration and Labour Mobility in the Sustainable Development of Belarus – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
IOM Georgia	Georgia: Sustainable Reintegration and Community Revitalization Pilot Initiative in Communities of Return – IOM Strategy: activity 4	300 000
IOM Montenegro	Enhancing Migrant Reintegration and Protection Services in Montenegro – IOM Strategy: activities 3, 8, 10 and 11	300 000
IOM Republic of Moldova	Enhancing Gender-sensitive TB Detection, Surveillance, Treatment and Prevention among Mobile Populations from the Republic of Moldova – IOM Strategy: activity 12	300 000
IOM Turkey	Turkey: Resilience Innovation Facility – IOM Strategy: activity 3	300 000
	<b>Europe Line 2 allocations</b>	<b>2 100 000</b>
	Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	2 182 195
	Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding	96%
	Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding	12%
<b>Lines 1 and 2</b>		
	<b>Europe regional allocations</b>	<b>2 200 000</b>
	<b>Europe regional available funding</b>	<b>2 320 229</b>
	<b>Percentage allocated across the two funding lines</b>	<b>95%</b>

**Annex III (continued)**

<b>ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Administration Line 1 and Line 2</b>		
	Line 1	49 000
	Line 2	635 000
	<b>Total</b>	<b>684 000</b>
	Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)	3%
<b>Multiregional Line 2</b>		
IOM Headquarters	Project evaluations	60 000
IOM Headquarters	Strengthening Public Health Response Capacity on COVID-19 and other Diseases in High-risk Communities along the Mobility Continuum through a Capacity-development Toolbox – IOM Strategy: activities 3 and 9	400 000
IOM Headquarters	Towards Sustainable Integration of Skills in Migration Governance – IOM Strategy: activity 12	400 000
	Allocation as a percentage of available total (Line 2)	4%



**Annex IV**  
**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary –**  
**1 January to 31 December 2020**

	USD	USD
<b>Line 1</b>		
2020 Operational Support Income allocation	1 400 000	
Recovered funds from completed projects <sup>1</sup>	29 339	
<b>Subtotal Line 1</b>		<b>1 429 339</b>
<b>Line 2</b>		
2020 Operational Support Income allocation	18 120 059	
Recovered funds from completed projects <sup>2</sup>	411 782	
Contribution from the Government of Austria, allocation via MIRAC <sup>3</sup>	39 600	
Contribution from the Government of Belgium (EUR 500,000), allocation via MIRAC <sup>3</sup>	568 182	
Contribution from the Government of Sweden, allocation via MIRAC <sup>3</sup>	538 851	
Private contributions made by individuals online <sup>4</sup>	1 483	
<b>Subtotal Line 2</b>		<b>19 679 957</b>
<b>Total available funds</b>		<b>21 109 296</b>

	USD	%
<b>Total allocations made in 2020 under Line 1</b>	1 429 339	100
Balance available: Line 1		
<b>Total allocations made in 2020 under Line 2</b>	19 679 957	100
Balance available: Line 2		

<sup>1</sup> Corresponding to USD 29,309 recovered from 1 July to 31 December 2019 and USD 30 recovered from 1 January to 30 June 2020.

<sup>2</sup> Corresponding to USD 116,618 recovered from 1 July to 31 December 2019 and USD 295,164 recovered from 1 January to 30 June 2020.

<sup>3</sup> Contributions received from 1 July to 31 December 2019 and carried forward to 2020.

<sup>4</sup> Online donations received from 1 January to 31 December 2019 (gross amount) carried forward to 2020.

**Annex IV (continued)**  
**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary –**  
**funds available as at 31 December 2020**

	USD
Line 1 – Operational Support Income allocation <sup>5</sup>	1 400 000
Line 2 – Operational Support Income allocation <sup>5</sup>	13 600 000
Recovered Line 1 <sup>6</sup>	98 553
Recovered Line 2 <sup>7</sup>	171 847
Contribution from the Government of Austria, allocation via MIRAC <sup>8</sup>	39 600
Contribution from the Government of Belgium, allocation via MIRAC <sup>8</sup>	568 181
Private contributions made by individuals online <sup>9</sup>	375
<b>Total available funds</b>	<b>15 878 556</b>

<sup>5</sup> Council Resolution No. 1390 of 24 November 2020 – Line 1 USD 1.4 million, Line 2 USD 13.6 million allocated from Operational Support Income. The total amount available for the IOM Development Fund for both Line 1 and Line 2 (excluding direct voluntary contributions) is USD 15.0 million.

<sup>6</sup> Corresponding to USD 98 553 recovered from 1 July to 31 December 2020.

<sup>7</sup> Corresponding to USD 171 847 recovered from 1 July to 31 December 2020.

<sup>8</sup> Contributions received from 1 July to 31 December 2020 and carried forward to 2021.

<sup>9</sup> Online donations in 2020 (gross amount) carried forward to 2021.

## Annex V

### REVIEW OF IOM DEVELOPMENT FUND PROJECTS FOCUSING ON COUNTER-TRAFFICKING AND PROTECTION & ASSISTANCE TO VULNERABLE MIGRANTS 2015-2019



A project review was conducted in October 2020 to assess 17 completed CT and PX projects, both as primary and secondary project types, which were funded by the IOM Development Fund between 2015 and 2019.

#### KEY FINDINGS:

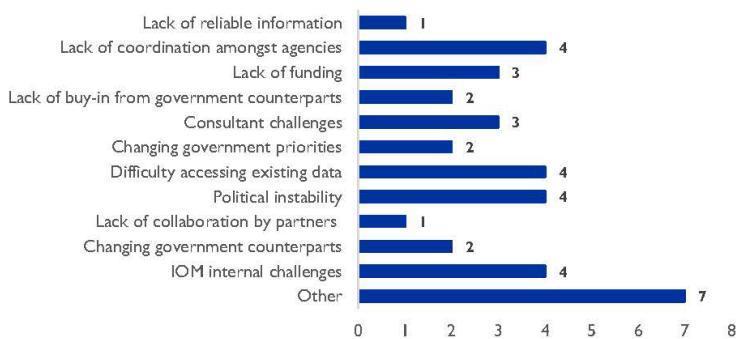
- Despite increases in IOM Development Fund budget, proportionally fewer PX projects implemented in 2019
- CT/PX projects relatively evenly distributed across regions
- 82.4 per cent of projects successful in fully achieving outcomes and delivering expected outputs
- 82.4 per cent successfully reached all intended beneficiaries
- 58.8 per cent of projects reported having produced or involved innovative processes and/or outputs
- 64.7 per cent of projects needed a revision to achieve outcomes and successfully implement the project.

#### IMPACTS

Actors impacted by the project:

- Victims of trafficking & potential victims of trafficking
- Government agencies
- Law enforcement personnel
- Members of the judiciary
- Ambassadors and consular officials
- Job seekers
- Social organizations
- Social workers and counsellors

#### CHALLENGES ENCOUNTERED BY CT/PX PROJECTS BY NUMBER, 2015-2019



#### SUSTAINABILITY

Methods used to sustain project outcomes:

- Trainings and training curricula
- Knowledge transfers
- Continued partnerships
- Integration of outcome with existing systems and practices
- Technological assistance
- Annual reporting and other evaluations
- Promotional events
- Appointment of personnel to maintain outcome

#### RECOMMENDATIONS

##### To improve implementation:

- Assign relevant IOM personnel for countries with no IOM office
- Ensure management arrangements are established after project completion to ensure successful continuation of outcomes, especially for global projects where clear coordination and management are key
- When possible, develop contingency plan for activities susceptible to changing political circumstances

##### To improve project impacts:

- Advance interagency and regional coordination to foster awareness raising and sharing of knowledge
- Use tailored approach to target beneficiaries with focus on vulnerable groups, including differentiated needs for assistance and services
- Promote synergies between relevant projects and initiatives and foster new partnerships with stakeholders for increased reach to beneficiaries and greater project impacts

##### To foster innovation:

- Encourage innovative processes and outputs by identifying gaps in existing capacities or stakeholder and beneficiary groups
- Promote innovative partnerships with businesses to bolster migrant protection in the private sector

##### To sustain outcomes:

- Formulate sustainability plan prior to project closure to ensure continuation of activities & long-term impacts
- Promote local & government ownership through direct inclusion of relevant counterparts throughout project development & implementation



## Annex VI

### REVIEW OF IOM DEVELOPMENT FUND MIGRANT REGULARIZATION PROJECTS 2001-2018



As per the IOM glossary, **migrant regularization** is  
*“any process or programme by which the authorities of a State allow non-nationals in an irregular situation to stay lawfully in the country, by granting them a regular status”*

#### KEY FINDINGS

- Between 2001 and 2018, very few migrant regularization projects were funded by the IOM Development Fund:
  - Five projects involved the direct design or implementation of a migrant regularization process
  - Three projects were found to be related to migrant regularization
  - No trend in the number of these projects can be observed over the years
- The projects considered fall into three IOM project types:
  - Immigration and Border Management (TC)
  - Labour Migration (LM)
  - Immigration and Visa Support Solutions (FM)
- All of the migrant regularization projects were carried out in the Americas
- Groups targeted by the regularization initiative:
  - Labour migrants
  - Migrants with a particular nationality
  - Population living in a disputed territory

#### COMMON CHALLENGES

- ● ● Political instability
- ● Changing government priorities
- ● Insufficient funding
- Changing government counterparts
- Lack of research capacity
- Difficulties accessing existing data
- Lack of reliable information
- Need for IOM internal capacity-building

#### LESSONS LEARNED

<b>Before designing migrant regularization initiative:</b> → <b>Information</b> on irregular migration flows coming in and out of the country of interest should be <b>obtained and analyzed</b>	<b>When designing migrant regularization initiative:</b> → <b>Groups</b> covered by regularization should be <b>carefully defined</b> , to allow for flexibility in fulfilment of registration requirements
<b>Before implementing migrant regularization initiative:</b> → <b>Guiding documents</b> should be created to <i>clearly, systematically and transparently</i> establish the rules, mechanisms and procedures to be followed throughout the migrant regularization implementation process – should be <b>legally enforced</b> to ensure commitment	
<b>Throughout the design and implementation of migrant regularization initiative:</b> <b>Migrant regularization initiative:</b> → Increased <b>IOM involvement</b> should be ensured at the technical level, within relevant government authorities, to strengthen <b>capacity-building</b>	<b>Bi/multilateral migrant regularization initiative:</b> → IOM's position as an intergovernmental organization should be leveraged to <b>promote dialogue and cooperation</b> between the countries involved
<b>Following the implementation of migrant regularization initiative:</b> → Target migrants should be <b>informed</b> of the regularization initiative to facilitate its effective use	→ Regularized migrants' <b>social and economic integration</b> should be encouraged to promote sustainable development



**Annex VII**  
**Key recommendations from the Report on IOM Development Fund 2020**  
**Ex-post Evaluations**

**Relevance**

- (a) Involve key project partners in project design using a participative and coordinated approach and in-depth consultations in order to identify priority needs and existing gaps.
- (b) In line with the above, develop a theory of change in coordination with key stakeholders and make sure that it explains how and why a set of activities and intended results will bring about the change the project seeks to achieve, clearly laying down the assumptions and hypotheses on which the results to be achieved are based.
- (c) Develop sound results matrices, as per the *IOM Project Handbook*<sup>1</sup> (e.g. formulation of outcomes and outputs), and make sure that they comprise SMART indicators that correspond to their respective result statements.
- (d) Conduct an external environment analysis to develop an accurate risk assessment plan.
- (e) Clearly mention in the project documents how the project is linked to broader national, regional and/or global initiatives, and to United Nations/IOM internal strategies and results frameworks (e.g. the Sustainable Development Goals, the IOM Migration Governance Framework, the IOM Institutional Strategy on Migration and Sustainable Development).

**Effectiveness**

- (a) Establish a coordination mechanism/stakeholder working group to facilitate project implementation, monitor progress on activities, bolster ownership and strengthen sustainability.
- (b) Draft terms of reference when setting up the coordination mechanism/stakeholder working group to ensure that the relevant roles and responsibilities are well understood and develop its workplan accordingly.
- (c) Communicate efficiently with stakeholders in order to facilitate information-sharing and avoid misunderstandings about what is expected of them and of the project.
- (d) Develop robust results monitoring frameworks and detailed workplans to ensure proper monitoring of activities; use PRIMA for All regularly, in particular the Results Monitoring Framework and MS Project modules, and track progress for every single indicator constantly.
- (e) Continue to create and/or nurture existing working relationships and synergies in order to expand project activities.

**Efficiency**

- (a) Assess whether certain activities can take place before the project code is issued (e.g. setting up coordination mechanisms before the project is activated to avoid slow project take-off).
- (b) Continue to create synergies and work with partners, using effective coordination mechanisms to reduce costs and maximize impact.
- (c) Make sure that all stakeholder roles and responsibilities are well understood and in line with the workplan.
- (d) Encourage contributions from partners (e.g. by covering certain costs and/or providing in-kind contributions).

---

<sup>1</sup> IOM, *IOM Project Handbook* (second edition) (Geneva, 2011).

**Annex VII (continued)**  
**Key recommendations from the Report on IOM Development Fund 2020**  
**Ex-post Evaluations**

- (e) Verify that the theory of change remains valid and monitor progress regularly using the results monitoring frameworks available on PRIMA, in order to anticipate risks and/or develop timely corrective measures.
- (f) Remain attentive to partners' evolving needs and continue to respond flexibly, always in coordination with the Fund. Assess project revision needs in the most holistic manner possible (e.g. changes to project activities almost always require a budget revision) and use realistic time frames when planning a no-cost extension to avoid multiple consecutive revision requests.
- (g) Develop and implement a robust risk management plan, to mitigate negative impacts and promote project resilience.
- (h) Communicate important deadlines as far ahead as review/validation of project outputs.
- (i) In terms of reporting, start the reporting process on PRIMA at least a month before the due date to allow enough time for the regional office to review the reports (interim/final) and ensure their timely submission to the donor.

### **Sustainability**

- (a) Encourage key partners to take the lead in activities in order to strengthen ownership and start discussing a solid sustainability plan from project inception.
- (b) Encourage working groups to meet frequently during implementation and after project completion, to monitor progress and continuity of activities.
- (c) From inception onwards, involve a multitude of stakeholders (private sector, academia, non-governmental organizations, civil society organizations, etc.) and advocate a whole-of-government approach to increase coordination, encourage synergies and maximize the possibilities to secure further funding and/or continuity of activities.
- (d) From inception onwards, encourage the development of a more holistic programmatic approach, to allow synergies with broader processes and to attract external donors.
- (e) Expand the reach, use and update of capacity-building products (e.g. online courses, workshops, manuals) and advocate their incorporation into annual national programmes, to avoid loss of capacity/memory caused by staff rotation/turnover.
- (f) Advocate the importance of allocating resources to sustain project activities among government counterparts, in order to scale up results by building on added knowledge and capacity, and on the project legacy.

### **Impact**

- (a) Develop robust results matrices with adequately formulated outcomes seeking to achieve a change in institutional performance, individual or group behaviour, or the political, economic, or social position of the beneficiaries.
- (b) Develop SMART indicators for impact assessments, especially with regard to increases in and application of knowledge, changes in behaviour and numbers of beneficiaries.
- (c) Include sustainability measures from the design phase, to allow synergies to emerge during implementation and help strengthen project impact.

**Annex VII (continued)**  
**Key recommendations from the Report on IOM Development Fund 2020**  
**Ex-post Evaluations**

- (d) If possible, allocate human resources from IOM to follow up on activities and provide further support to scale up the project.
- (e) Further disseminate the project's legacy tools to enhance project impact and promote their use in forthcoming policy development.

**Cross-cutting recommendations**

- (a) When conducting a needs assessment, pay attention to all gender groups and make sure no rights will be infringed.
- (b) Strive to further mainstream gender and a rights-based approach in the project deliverables and all project stages (e.g. result matrices) and make explicit reference to guidelines and relevant terminology. An additional effort should be made to promote international standards and mainstream rights-based terminology in the project's outputs.
- (c) Report not only sex-disaggregated data but also the implications of project activities/deliverables for different gender groups and overall project efforts, to ensure that inequality is not perpetuated.
- (d) Demonstrate intent to increase knowledge and enjoyment of rights through innovative awareness-raising campaigns.

**Overall recommendations**

- (a) **For regional offices:** Strengthen IOM project development capacity, especially with regard to the design and formulation of clear and explicit theories of change, robust results matrices and SMART indicators. If necessary, involve regional monitoring and evaluation officers and the IOM Development Fund.
- (b) **For regional offices:** Strengthen overall IOM monitoring capacity and advocate the regular use and update of results monitoring frameworks through PRIMA, including the Microsoft Project tab. PRIMA dashboards and reports should also serve to obtain specific project details and overall trends per region/theme/donor, etc.
- (c) **For regional and country offices:** In line with the above, encourage the use of PRIMA so that IOM offices are fully aware of programming continuity and institutional memory is maintained at the country and global levels.
- (d) **For project developers:** Factor national contexts and socioeconomic conditions into project design and align the project scope, time frame and budget accordingly.
- (e) **For project developers:** During the project development phase, carefully assess, with key project partners, the human and financial resources needed to ensure continuity of activities and develop a sound and feasible approach to sustainability.
- (f) **For project developers/endorsers/IOM Development Fund:** Ensure that there is a clear dissemination/visibility strategy for legacy tools. The purpose of developing knowledge-sharing products (e.g. capacity-building workshops/online courses/manuals/research) should be explicitly stated and accompanied by a dissemination strategy, which should itself be supported by a strong theory of change explaining the place of product dissemination in the causality chain to ensure the achievement of project objectives.

**Annex VII (continued)**  
**Key recommendations from the Report on IOM Development Fund 2020**  
**Ex-post Evaluations**

- (g) **For project managers:** Good migration governance requires partnerships to broaden understanding of migration and develop comprehensive and effective approaches. Ensure, therefore, that a variety of stakeholders provide input for and participate in project implementation (e.g. civil society organizations, private sector, non-governmental organizations, academia).
- (h) **For project managers/endorsers/IOM Development Fund:** In line with the above, ensure that the project is linked to broader national, regional and/or global initiatives, including wider United Nations/IOM institutional strategies and results frameworks (e.g. IOM Migration and Sustainable Development Strategy, the Sustainable Development Goals, results-based management).
- (i) **For the IOM Development Fund:** Make sure project managers use the evaluation terms of reference set out in the *IOM Project Handbook*, and verify that all deliverables are duly included, as per the IOM Development Fund's Evaluation Guidelines.
- (j) **For the IOM Development Fund and Office of the Inspector General:** Make it mandatory to use the standard Final Evaluation Report Template,<sup>2</sup> to avoid variations in scope/quality and to ensure a more standardized and systematic approach to results-based management.
- (k) **For the IOM Development Fund and Office of the Inspector General:** Ensure that the ex-post evaluation process encompasses gender considerations and a rights-based approach, and that relevant findings and recommendations are included in the reports.

---

<sup>2</sup> Ibid., p. 476.